

# BRÈVES SECTORIELLES

## États-Unis

Une publication du SER des États-Unis  
N°2024-23 du 14 juin 2024

## Sommaire

### Commerce et sanctions

1. Le Président Biden se rend en Italie pour la réunion du G7
2. L'administration américaine adopte un nouveau paquet de sanctions à l'égard de la Russie
3. Le Département de la Sécurité intérieure élargit sa liste d'entités recourant au travail forcé
4. Le « President's Export Council » (PEC) formule ses recommandations à l'administration Biden

### Climat – énergie – environnement

5. Le Département de l'Énergie annonce une stratégie sur l'énergie de fusion commerciale
6. Le Département de l'Énergie annonce une première définition de la notion de « bâtiment zéro-émission »

### Transport et infrastructure

7. Le Département des Transports publie de nouvelles normes de consommation de carburant automobiles

### Industrie

Brèves

### Distribution et divertissement

Brèves

### Agriculture et industrie agroalimentaire

8. Les États-Unis engagent une stratégie nationale pour réduire le gaspillage alimentaire et promouvoir le recyclage

### Propriété Intellectuelle

Brèves

### Numérique et innovation

9. La Cour suprême accepte d'étudier le recours en appel de Meta concernant le procès des actionnaires
10. Apple introduit l'IA et ChatGPT dans son écosystème

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

# Commerce et sanctions

## 1. Le Président Biden se rend en Italie pour la réunion du G7

Après s'être rendu en France à l'occasion des commémorations du débarquement en Normandie, suivies d'une visite d'État [voir [Brèves sectorielles du 7 juin 2024](#)], le président Biden participe au sommet du G7 qui se tient du 13 au 15 juin à Fasano, dans le sud de l'Italie. Dans le cadre d'un échange avec la presse, le porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison-Blanche, John Kirby, a [indiqué](#) le 11 juin que les États-Unis aborderaient notamment « le soutien apporté par la Chine à la base industrielle de défense russe et [...] les politiques non-marchandes de la Chine ».

Le Conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan a également [précisé](#) le 12 juin que les négociations entre membres du G7 « progress[aient] de manière satisfaisante dans la recherche d'une solution permettant d'utiliser les revenus des avoirs gelés [russes] ». De son côté, la Secrétaire au Trésor Janet Yellen a [publié](#) le 13 juin une tribune dans le New York Times, défendant la proposition américaine consistant à octroyer un prêt de 50 Md\$ à l'Ukraine dont le remboursement serait assuré par les revenus d'aubaine issus des avoirs russes immobilisés.

## 2. L'administration américaine adopte un nouveau paquet de sanctions à l'égard de la Russie

En amont de la tenue du sommet du G7, les États-Unis ont annoncé le 12 juin un nouveau paquet de sanctions contre la Russie. Ces sanctions, réparties entre les Départements américains du Trésor, d'État et du Commerce, ciblent 300 entités et individus.

Le Département du Trésor a en premier lieu [étendu](#) le périmètre d'un décret présidentiel adopté en décembre 2023 et autorisant l'OFAC à adopter des sanctions secondaires contre des institutions financières étrangères soutenant l'industrie de défense russe. L'OFAC pourra désormais sanctionner toute institution financière étrangère facilitant des transactions ou des services au profit d'entités ou personnes sanctionnées en Russie. Le Département du Trésor a en outre visé le système financier russe en sanctionnant le Moscow Exchange, le National Clearing Center et le National Settlement Depository. Dans le domaine énergétique, des entités impliquées dans des projets d'exploitation de gaz naturel liquéfié (Obssky LNG, Arctic LNG 1 et Arctic LNG 3) ont été sanctionnées. Les secteurs de la production aurifère, de la conception de drones et des programmes de fabrication d'armes chimiques et biologiques ont aussi fait l'objet de désignations.

Le Département d'État a également [ciblé](#) des entités impliquées dans des projets d'exploitation de GNL, notamment Arctic LNG 2, ainsi que des filiales du groupe nucléaire russe Rosatom. Les secteurs charbonnier, minier et métallurgique en Russie ont fait l'objet de

désignations, tout comme des entités participant au développement de l'industrie de défense en Russie et en Biélorussie.

Le Département du Commerce a de son côté [adopté](#) plusieurs mesures destinées à renforcer le dispositif de contrôle export vers la Russie et la Biélorussie. Le Département du Commerce a ainsi créé un nouveau cadre juridique permettant de recenser l'adresse de sociétés écrans participant à des activités de « détournement » au sein de l'Entity List, qui impose des restrictions en matière d'exportation vers les entreprises qui y figurent, en y ajoutant 8 adresses domiciliées à Hong Kong. 5 entreprises basées en Chine et en Russie ont aussi été ajoutées à l'Entity List en raison de leur implication dans des schémas de réexportation de composants sensibles au profit de la Russie et la Biélorussie. Certains logiciels, à l'instar des logiciels de gestion d'entreprise et de conception, ainsi que 500 nouveaux codes douaniers ont également été intégrés à la liste d'équipements soumis au dispositif de contrôle export vers la Russie et la Biélorussie.

### **3. Le Département de la Sécurité intérieure élargit sa liste d'entités recourant au travail forcé**

Le Département américain de la Sécurité intérieure (DHS) a [annoncé](#) le 11 juin avoir ajouté 3 sociétés domiciliées en Chine à sa liste d'entités accusées de recourir au travail forcé. Conformément à la législation américaine en la matière (Uyghur Forced Labor Prevention Act – UFLPA), les marchandises produites par les entreprises recensées au sein de cette liste seront désormais réputées avoir été produites en recourant au travail forcé et interdites d'accès au marché américain. Les 3 entreprises chinoises visées opèrent au sein des secteurs de l'aluminium, du textile et des produits de la mer, portant désormais à 68 le nombre d'entités figurant au sein de cette liste depuis l'entrée en vigueur de l'UFLPA en décembre 2021.

Cette annonce intervient alors que la lutte contre le travail forcé fait l'objet d'une attention croissante au Congrès. Le 10 juin, le président de la commission des Finances du Sénat R. Wyden (D-Oregon) a [demandé](#) au groupe automobile allemand BMW de transmettre des informations sur ses procédures de mise en conformité, alors que l'entreprise a été mentionnée au sein d'un rapport produit par cette même commission concernant le recours au travail forcé au sein de l'industrie automobile [voir [Brèves sectorielles du 24 mai 2024](#)]. Des membres de la Commission spéciale sur le Parti communiste chinois à la Chambre des représentants ont également adressé le 5 juin deux lettres au Département de la Sécurité intérieure afin de l'enjoindre à placer les fabricants chinois de batterie [Gotion](#) et [CATL](#) sur la liste d'entités accusées de recourir au travail forcé.

### **4. Le « President's Export Council » (PEC) formule ses recommandations à l'administration Biden**

Le « President's Export Council » (PEC), instance créée en 1973 chargée de conseiller le Président des États-Unis sur les questions de

promotion des exportations américaines, s'est [réuni](#) le 11 juin au Département américain du Commerce. Constitué de représentants de l'industrie, des syndicats, du monde académique et du Congrès, le PEC a présenté ses recommandations annuelles, également réunies dans une lettre [adressée](#) le même jour au Président Joe Biden.

La plupart de ces recommandations visent à promouvoir les exportations américaines de services, dont le PEC rappelle qu'elles soutiennent directement 4,1 millions d'emplois aux États-Unis. Dans le contexte où l'administration Biden a opéré un changement du positionnement américain dans les négociations internationales relatives au commerce électronique [voir [Brèves sectorielles du 27 octobre 2023](#)], le PEC souligne en particulier que les exportations de services numériques avaient augmenté de +9 % en 2023 par rapport à 2022 et qu'elles représentaient « près des deux-tiers du volume total d'exportations de services ».

Le PEC regrette que les exportations américaines de services continuent de faire face à des restrictions d'accès aux marchés étrangers ou à des mesures discriminatoires. Afin d'y remédier, il recommande à l'administration de : (1) relancer l'initiative sur le commerce des services (TiSA) et les négociations sur la libéralisation des services à l'OMC, lancées en 2013 et abandonnées en 2017 ; (2) assurer la bonne mise en œuvre des dispositions en matière de commerce des services au sein d'accords existants avec les partenaires des États-Unis ; (3) rétablir le leadership mondial des États-Unis en matière d'exportation de services numériques, en contribuant à ce que les négociations plurilatérales sur le commerce électronique à l'OMC débouchent sur un accord en matière de flux de données, de localisation des données et d'accès au code source des logiciels. Le PEC appelle aussi à la conclusion d'un moratoire permanent sur les droits de douane sur les transmissions électroniques et à la conclusion d'un accord « commercialement valable » en matière de services et de commerce électronique dans le cadre de l'IPEF (Cadre économique indopacifique).

Au-delà du commerce des services, le PEC note notamment que « l'intervention des gouvernements sur un éventail plus large de technologies, de biens et de services est de plus en plus fréquente, tant sur leurs territoires qu'à l'étranger » et estime que « la compétitivité des États-Unis gagnerait à ce que l'administration soit plus précise dans sa définition de ce qu'elle traitera comme un sujet de contrôle étatique lié à la sécurité économique ». Il appelle également l'administration à continuer de travailler étroitement avec l'industrie s'agissant des questions de sécurité nationale liées au numérique, y compris s'agissant du récent avis publié par le Département du Commerce sur les risques de sécurité nationale présentés par les véhicules connectés.

Enfin, suite à un voyage en Thaïlande effectué par 9 des membres du PEC aux côtés de G. Raimondo en mars 2024, le PEC a [publié](#) un rapport recommandant le renforcement des liens commerciaux et d'investissement avec ce pays.

## Brèves

- Le 10 juin, une coalition d'associations de l'industrie des technologies de communication et d'information a [adressé](#) une lettre à la Représentante américaine au Commerce (USTR) Katherine Tai, l'appelant à ouvrir un contentieux avec le Canada au sujet de la taxe sur les services numériques qui pourrait être adoptée par Ottawa avant la fin du mois de juin.
- Le 12 juin, à l'occasion d'un échange organisé par le think tank CSIS, le sénateur James Lankford (R-Oklahoma) a [appelé](#) l'administration à négocier des accords sur les minéraux critiques avec les partenaires des États-Unis afin de réduire le « levier » détenu par la Chine dans ce secteur.
- Le 10 juin, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) dix individus, entités et navires membres d'un réseau international accusé d'avoir facilité le transport de marchandises au profit des houthis.
- Le 11 juin, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) la Secrétaire permanente du ministère du Travail du Guyana Mae Thomas, ainsi que plusieurs citoyens et entités guyaniens, accusés d'avoir eu recours à des pratiques de corruption.

# Climat – énergie – environnement

## 5. Le Département de l'Énergie annonce une stratégie sur l'énergie de fusion commerciale

Le 6 juin, le Département de l'Énergie (DoE) a [présenté](#) sa stratégie 2024 pour l'accélération du développement de l'énergie de fusion commerciale. Cette annonce s'est faite à l'occasion du deuxième anniversaire de la [vision décennale](#) pour l'énergie de fusion commerciale de la Maison-Blanche.

La [stratégie 2024](#) du DoE sur l'énergie de fusion s'articule autour de trois piliers : combler les lacunes scientifiques et technologiques nécessaires à une usine pilote ; préparer la voie à un déploiement commercial durable et équitable de la fusion ; et développer des partenariats externes.

À l'appui de la vision décennale pour l'énergie de fusion, le DoE a annoncé un financement de 180 M\$ pour les collaborations FIRE (Fusion Innovative Research Engine). Celles-ci visent à soutenir la création d'un écosystème d'innovation dans le domaine de la fusion en formant des équipes qui auront pour objectif collectif de faire le lien entre la recherche scientifique fondamentale et les besoins de l'industrie naissante de la fusion.

## 6. Le Département de l'Énergie annonce une première définition de la notion de « bâtiment zéro-émission »

Le 6 juin, le Département de l'Énergie (DoE) a [publié](#) une première définition nationale, de nature indicative, de la notion de « bâtiment zéro-émission ».

Selon le DoE, cette définition sans portée normative vise à apporter de la clarté et une compréhension commune auprès des acteurs privés et publics, contribuant ainsi à soutenir leurs efforts en faveur de la décarbonation du secteur résidentiel et à favoriser les investissements dans les technologies propres dans ce domaine.

La [définition](#) de « bâtiment zéro-émission » établie par le DoE se fonde sur trois critères :

- L'efficacité énergétique : Un bâtiment existant devra obtenir un score Energy Star (programme d'évaluation environnementale de l'Agence de protection de l'environnement (EPA)) d'au moins 75, ou bien présenter une intensité énergétique inférieure d'au moins 35 % à la moyenne de sa catégorie, ou bien encore respecter le Standard 100 de l'organisme américain de standardisation ASHRAE. Un bâtiment neuf devra recueillir un score Energy Star d'au moins 90, ou bien obtenir une certification dans le cadre de la dernière version des programmes Energy Star New Construction ou Zero Energy Ready de l'EPA, ou bien encore présenter une intensité énergétique inférieure d'au moins 10 % aux standards techniques d'origine américaine IECC ou ASHRAE.
- L'absence d'émissions sur site dues à l'utilisation d'énergie, à l'exception des générateurs d'urgence.
- L'utilisation exclusive d'énergies propres : toute l'énergie utilisée par le bâtiment devra respecter la définition d'énergie propre au sens de l'EPA ou de l'ASHRAE, y compris lorsque cette énergie provient d'un réseau de chaleur ou de froid extérieur. La production d'énergie propre sur site est encouragée.

Le DoE indique qu'il ne proposera pas lui-même de certification concernant l'appellation « bâtiment zéro-émission », laissant libre cours aux entités tierces, notamment privées, de se saisir de cette définition et éventuellement de proposer un tel service.

### Brèves

- Le 6 juin, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) a [indiqué](#) que les électrolyseurs constituent une source petite mais croissante de production d'hydrogène aux États-Unis. Les développeurs aux États-Unis prévoient d'étendre la production d'hydrogène grâce à des technologies utilisant l'électricité, un signe précoce que la production d'hydrogène pourrait s'éloigner de sa dépendance actuelle aux hydrocarbures dans les années à venir. Les installations d'électrolyseurs prévues utilisant l'électricité pour produire de l'hydrogène à partir de l'eau, si elles sont construites,

augmenteraient la capacité actuelle aux États-Unis de 116 MW à 4 524 MW, selon l'EIA. Si tous les projets prévus sont mis en œuvre, la production annuelle d'hydrogène par électrolyse aux États-Unis pourrait totaliser environ 0,72 Mt, contre 10 Mt actuellement quasi intégralement produites à partir de combustibles fossiles (méthode de reformage du méthane à la vapeur) et en tant que sous-produit d'autres sources industrielles.

- Le 10 juin, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) a [indiqué](#) que certaines régions américaines pourraient manquer d'énergie si les conditions estivales devenaient extrêmes. Selon le NERC, en charge des réseaux électriques, certaines parties des États-Unis pourraient être menacées de pénurie d'électricité si les pics de demande d'électricité étaient plus élevés que prévu ou si moins d'électricité était produite que prévu. Néanmoins, aucune région des États-Unis évaluée par le NERC n'a été considérée comme à haut risque pour l'été à venir. La demande d'électricité s'accroît à mesure que les températures augmentent et que les maisons et les entreprises utilisent davantage la climatisation. Des températures estivales plus élevées que la normale peuvent affecter la fiabilité de deux façons : en augmentant la demande d'électricité pour la climatisation et en augmentant le risque de pannes de centrales électriques et de réduction de la production due aux problèmes liés à la chaleur.

## Transport et infrastructure

### 7. Le Département des Transports publie de nouvelles normes de consommation de carburant automobiles

Le 7 juin, le Département des Transports (DoT) a [publié](#) de nouvelles normes de consommation de carburant automobiles, dites normes « CAFE » (Corporate Average Fuel Economy standards), qui s'appliqueront aux véhicules produits entre 2027 et 2031.

Le DoT indique avoir travaillé en partenariat étroit avec l'Agence de protection de l'environnement (EPA) pour s'assurer que ces normes de consommation de carburant soient complémentaires des normes d'émission de polluants établies par l'EPA [voir [Brèves sectorielles du 22 mars 2024](#)] et minimisent les coûts de mise en conformité pour l'industrie.

Ces nouvelles normes fixent des rythmes de réduction de consommation de carburant de :

- 2 % par an entre 2027 et 2031 pour les voitures individuelles telles que les berlines, les monospaces, les SUV à deux roues motrices ;
- 2 % par an entre 2029 et 2031 pour les autres véhicules légers tels que les SUV à quatre roues motrices, les pickups, les minivans et fourgonnettes de transport de passagers ou de marchandises ;

- 10 % par an entre 2030 et 2032, puis 8 % par an entre 2033 et 2035 pour les pickups lourds (> 3,85 t).

Tandis que la consommation moyenne des véhicules avoisinait les 18 litres aux 100 km avant l'instauration des normes CAFE dans les années 70, les nouvelles normes permettront d'atteindre des consommations de l'ordre de 4,7 litres aux 100 km pour les véhicules légers produits en 2031 et de l'ordre de 6,8 litres aux 100 km pour les pickup lourds produits en 2035.

Selon le DoT, ces performances permettront aux automobilistes américains de réaliser environ 600 \$ à 700 \$ d'économies en dépenses de carburant sur toute la durée de vie des véhicules produits à ces échéances. Elles permettront également d'économiser la combustion de 265 milliards de litres de carburant et d'éviter ainsi le rejet dans l'atmosphère de plus de 710 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> d'ici 2050.

### Brèves

- Le 12 juin, la Maison-Blanche a [annoncé](#) la réouverture du port de Baltimore, deux mois et demi après l'effondrement du pont Francis Scott Key le 26 mars, qui avait entraîné le blocage de l'accès à l'essentiel des installations du port.

## Industrie

### Brèves

- Le 11 juin, le Département du Commerce (DoC) a [annoncé](#) une subvention de 23,9 M\$ en faveur de l'entreprise américaine Rocket Lab dans le cadre du CHIPS Act. Ce financement doit permettre à Rocket Lab, spécialiste de l'industrie spatiale, d'augmenter de 50 % sa production de semiconducteurs d'ici trois ans grâce à la modernisation et l'expansion de son usine basée à Albuquerque (Nouveau Mexique). Le DoC estime que cette subvention permettra la création de 100 emplois manufacturiers. Rocket Lab a indiqué vouloir mettre à disposition son expertise dans le cadre d'un partenariat avec New Space New Mexico, organisation non-lucrative œuvrant à la promotion de l'innovation spatiale, en investissant 2 M\$ au cours des trois prochaines années afin de former une main d'œuvre qualifiée au Nouveau Mexique.

## Distribution et divertissement

### Brèves

- Le 12 juin, Sony Pictures Entertainment a [annoncé](#) l'acquisition d'Alamo Drafthouse Cinema, un opérateur de salles de cinéma

connu pour son concept *dine-in*, qui rejoint ainsi la filiale du groupe Sony Pictures Experiences nouvellement créée. Cette acquisition permet à Sony Pictures de renforcer sa présence dans l'industrie du cinéma grâce à une meilleure distribution de son catalogue. En 2023, Alamo a accueilli 10 millions de spectateurs et a atteint 4 millions de clients au sein de son programme d'abonnement, lui permettant d'augmenter de 30 % ses revenus par rapport à 2022. Présent dans 25 métropoles américaines avec 35 cinémas, Alamo est la 7<sup>e</sup> plus grande franchise de salles de cinéma américaine.

- Le 11 juin, le conseil d'administration de National Amusements, qui contrôle Paramount Global, a officiellement [mis fin](#) aux négociations avec Skydance Medias pour le projet de rachat de Paramount Global. Selon le [New York Times](#), l'offre de rachat de Skydance, estimée à 8 Md\$, a été refusée en raison d'une réévaluation trop basse de la valeur de la holding National Amusements. Cette rupture des négociations intervient alors que Sony Pictures s'est récemment positionné [voir [Brèves sectorielles du 14 mai 2024](#)] pour acquérir Paramount Global, pour un montant estimé de 26 Md\$.

## Agriculture et industrie agroalimentaire

### 8. Les États-Unis engagent une stratégie nationale pour réduire le gaspillage alimentaire et promouvoir le recyclage

La Maison-Blanche a [publié](#) une stratégie nationale pour réduire les pertes et les déchets alimentaires et pour recycler les matières organiques. Cette initiative sera mise en œuvre par le Département américain de l'Agriculture (USDA), l'Agence de protection de l'environnement (EPA) et la Food and Drug Administration (FDA).

Le communiqué indique que cette initiative s'inscrit dans l'approche du président Biden pour combattre le changement climatique, nourrir les populations et promouvoir l'économie circulaire. Elle vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre, développer des infrastructures de recyclage, diminuer la pollution et créer des emplois. Aujourd'hui, selon l'[EPA](#), les déchets alimentaires représentent 58 % des émissions de méthane des décharges et produisent, chaque année, autant de gaz à effet de serre que 60 centrales au charbon. Par ailleurs, cette stratégie recherche une diminution de 50 % des pertes et du gaspillage alimentaires des Américains d'ici à 2030, en accord avec les [objectifs](#) de la conférence de la Maison-Blanche sur la faim, la santé et la nutrition de septembre 2022.

La nouvelle stratégie nationale se concentre sur quatre objectifs principaux : réduire les pertes de denrées alimentaires ; éliminer le

gaspillage alimentaire ; accroître le recyclage des déchets organiques ; et promouvoir des politiques de prévention des pertes alimentaires et de recyclage.

Pour les objectifs qui lui sont assignés, l'USDA prendra les mesures suivantes :

- Investir 2,5 M\$ pour tester des messages de communication visant à réduire les déchets alimentaires.
- Financer un centre de recherche de 1,5 M\$ pour étudier la perte et le gaspillage alimentaires.
- Développer de nouvelles technologies pour prolonger la durée de conservation des aliments.
- Collaborer avec les agriculteurs via l'Agence de gestion des risques (RMA) pour réduire les pertes à la ferme.
- Réaliser un partenariat avec la Food Waste Reduction Alliance pour fournir des ressources et des conseils à l'industrie.

Par ailleurs, la stratégie souligne l'importance des partenariats public-privé pour réduire les pertes et le gaspillage alimentaires. Un protocole d'accord a été renouvelé avec l'Alliance pour la réduction du gaspillage alimentaire ([FWRA](#)), composée de la Consumer Brands Association, la Food Industry Association, et la National Restaurant Association. Ce partenariat public-privé étudiera les mesures à prendre pour mieux impliquer les secteurs industriels via des ressources, des outils et des conseils ciblés.

## Brèves

- Une plainte contre l'Agence de protection de l'environnement américaine (EPA) concernant la réglementation des polluants éternels (PFAS) a été déposée par 5 agriculteurs et éleveurs du comté de Johnson au nord-est du Texas. Les plaignants affirment que l'EPA n'a pas appliqué la loi « [Clean Water Act](#) » pour réglementer la présence de polluants éternels dans les engrais à base de biosolides (boues d'épurations) comme elle devait l'effectuer, entraînant la mort de leur bétail, la pollution des eaux et des troubles pour leur santé.

# Propriété Intellectuelle

## Brèves

- Le 6 juin, le Bureau américain des brevets et des marques de commerce (USPTO) a [réouvert](#) la consultation publique, initialement clôturée le 13 mai, sur les directives « Inventorship Guidance for AI-Assisted Inventions » afin de clarifier la manière dont l'USPTO analysera les questions d'inventeur maintenant que l'intelligence artificielle (IA), y compris l'IA générative, joue un rôle plus important dans le processus

d'innovation. Il est possible d'apporter des commentaires jusqu'au 20 juin.

- Le Centre national de coordination des droits de propriété intellectuelle (IPR Center), géré par le Département de la Sécurité intérieure, le Service des douanes et de la protection des frontières (CBP) et le FBI, a [publié](#) une mise en garde à destination des fans de basketball contre les contrefaçons et les faux billets à l'approche des finales de la NBA qui se dérouleront ce mois-ci.

## Numérique et innovation

### 9. La Cour suprême accepte d'étudier le recours en appel de Meta concernant le procès des actionnaires

Le 10 juin, la Cour suprême des États-Unis a [accepté](#) d'examiner un recours en appel de Meta visant à annuler un procès intenté par des investisseurs concernant les divulgations de risques liées au scandale de Cambridge Analytica. Meta a fait appel après que des juges de la 9<sup>e</sup> Cour d'appel ont [autorisé](#) la poursuite du procès mené par Amalgamated Bank, alléguant que Meta a induit les investisseurs en erreur en présentant le risque d'accès inapproprié aux données comme hypothétique alors qu'il s'était déjà produit. Les juges de la Cour suprême évalueront si les entreprises doivent inclure les risques passés dans leurs déclarations de risques, même si ces événements ne présentent plus de menace. Meta, soutenue par la Chambre de commerce et la Securities Industry and Financial Markets Association, [argue](#) que cette décision pourrait ouvrir la voie à de nombreux recours collectifs injustifiés.

### 10. Apple introduit l'IA et ChatGPT dans son écosystème

Lors de sa conférence annuelle des développeurs à Cupertino, Apple a [dévoilé](#) sa stratégie pour intégrer l'intelligence artificielle générative dans ses produits. Cette nouvelle fonctionnalité, baptisée « Apple Intelligence », vise à améliorer l'expérience des utilisateurs d'iPhone. Cette innovation permettra une gestion optimisée des messages et des notifications, ainsi que des outils de rédaction intelligents capables de relire et de proposer des suggestions d'amélioration dans les textes des utilisateurs. De plus, la transcription d'enregistrements audio en texte, la génération d'images et d'emojis personnalisés, ainsi que des améliorations significatives pour Siri sont également prévues. En partenariat avec OpenAI, Apple également mettra à disposition les fonctionnalités de ChatGPT pour répondre à des requêtes complexes.

Durant la présentation, l'entreprise a mis l'accent sur son engagement envers la confidentialité des données utilisateurs. Les opérations de traitement des données sensibles se dérouleront directement sur les iPhone, plutôt que dans des centres de données externes, afin de minimiser les risques de compromission des données personnelles. Pour les requêtes nécessitant davantage de

puissance de calcul, Apple a développé un réseau cloud équipé de ses propres semi-conducteurs, garantissant ainsi un contrôle strict sur la confidentialité des données traitées.

## Brèves

- Elon Musk a [abandonné](#) sa plainte contre OpenAI et son PDG, Sam Altman, qu'il accusait de rupture de contrat et d'abandon de la mission initiale de l'entreprise de créer une technologie d'IA bénéfique pour l'humanité. Cette décision intervient un jour avant l'audience prévue pour examiner la demande d'OpenAI de rejeter l'affaire.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

[washington@dgtresor.gouv.fr](mailto:washington@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)